IDinsight

GREENPEACE AFRICA

Étude sur les femmes dans le secteur de la pêche artisanale au Sénégal

Rapport final

Résumé exécutif (1/6)

Au Sénégal, de nombreuses femmes s'activent dans le secteur de la pêche artisanale (PA). Pêcheuses, mareyeuses et transformatrices dépendent largement de leurs activités respectives de pêche (ou de cueillette), de vente et de transformation de produits halieutiques. Alors que ces femmes occupent une place importante dans le secteur, très peu d'informations sont disponibles sur leurs activités et leurs conditions socioéconomiques. Par ailleurs, pour les pêcheuses et les transformatrices, aucun texte juridique ne réglemente aujourd'hui l'exercice de leurs professions.

Afin de soutenir le travail de plaidoyer en faveur de la reconnaissance légale des métiers des femmes de la PA et plus généralement en faveur des droits des femmes du secteur, IDinsight, en collaboration avec Greenpeace Africa et le Réseau des femmes de la pêche artisanale du Sénégal (REFEPAS), a conduit une étude visant à générer des données sur les femmes de la PA. L'étude a pour objectif principal de déterminer le rôle économique et social des femmes tout au long de la chaîne de valeur et de recueillir leurs perceptions sur leur situation actuelle dans le secteur et leurs perspectives pour l'avenir.

Après avoir élaboré un questionnaire répondant à nos deux objectifs de recherche principaux, nous avons conduit des entretiens auprès de 282 femmes du secteur de la PA réparties sur 46 quais de pêche, sites de transformation et sites de cueillette dans les 7 régions côtières du Sénégal.

Une synthèse des résultats principaux de l'étude se trouve ci-dessous:

- **Rôle économique et social**: les femmes du secteur de la pêche artisanale jouent un rôle économique et social très important à la fois au sein de leur foyer et de leur communauté.
    - Au sein du foyer, elles jouent un rôle indispensable pour les enfants en contribuant largement à leurs dépenses. Avec en moyenne 5 enfants à charge, plus de 85% des femmes interrogées prennent en charge totalement ou partiellement les frais d'éducation et de santé de ces derniers. Par ailleurs, les femmes participent activement aux diverses autres dépenses du foyer, que ce soit l'alimentation, la santé des adultes du ménage, les factures d'eau et d'électricité ou encore les dépenses liées à la vie sociale.
    - Au sein de leur communauté, les femmes jouent un rôle économique de premier plan en employant directement d'autres personnes. En effet, près de 43% des femmes interrogées et plus de 2⁄3 des femmes transformatrices ont déclaré avoir des employés. Elles ont en moyenne 4 employés, essentiellement des journaliers. En outre, les femmes soutiennent des milliers d'emplois indirects en travaillant quotidiennement avec des vendeurs de produits halieutiques ou d'intrants, des revendeurs ou encore des transporteurs.

Résumé exécutif (2/6)

- **Cadre juridique régissant les métiers des femmes de la PA:** le cadre juridique dans lequel les femmes de la pêche artisanale opèrent diffère selon le métier exercé. Tandis qu'un arrêté réglemente la profession des mareyeuses, aucun texte juridique n'existe pour encadrer l'activité des pêcheuses et des transformatrices.
    - Bien qu'il existe une forme de reconnaissance légale pour les mareyeuses à travers l'existence de la carte professionnelle, cela reste un acquis non généralisé pour les femmes. En effet, près de ¾ des mareyeuses que nous avons rencontrées n'ont jamais pris la carte professionnelle citant pour raison principale le coût financier, la mauvaise connaissance des procédures à suivre pour se la procurer ou encore l'ignorance même de l'existence de la carte et de ses avantages.
    - Les pêcheuses et les transformatrices perçoivent majoritairement l'absence de reconnaissance légale comme une véritable contrainte à l'exercice de leurs activités. Toutefois, ¼ d'entre elles ne se sentent pas du tout handicapées par l'informalité de leur activité.

- **Conditions de travail et risques:** alors qu'elles dépendent fortement des activités de la pêche artisanale pour soutenir de grands ménages, les femmes font face à de nombreux défis dont la rareté des ressources. La raréfaction des produits halieutiques est une réalité qui a été décrite par l'écrasante majorité des femmes interrogées. Les femmes décrivent de grandes difficultés à se procurer la matière première et une aggravation de la situation d'approvisionnement ces dernières années ayant entraîné une diminution de leurs revenus. Dans ce sens, plus de ⅔ des femmes interrogées déclarent avoir observé une diminution de leurs revenus ces cinq dernières années. Bien que de nombreuses femmes ont lié la rareté des ressources halieutiques aux bateaux de pêche étrangers, il semble que le lien entre ces bateaux de pêche et les usines de transformation industrielle leur est moins clair.

- **Perspectives pour l'avenir:** A la question quelles difficultés souhaitez vous voir résoudre à l'avenir, les femmes citent majoritairement les besoins en équipement, en infrastructures et en financement ainsi que la nécessité de travailler dans des conditions de travail décentes et sécurisées. L'ordre de priorité de ces doléances diffère selon la profession. Les mareyeuses citent l'accès au financement comme la difficulté prioritaire qu'elles souhaiteraient voir résoudre à l'avenir tandis que les pêcheuses et les transformatrices évoquent en premier lieu les besoins en équipement et en matériel.

Résumé exécutif (3/6)

A partir des résultats de cette étude, nous proposons des recommandations stratégiques destinées à Greenpeace et au REFEPAS afin de poursuivre le travail de plaidoyer en faveur des droits des femmes du secteur de la pêche artisanale. Les recommandations ciblent quatre domaines d'intervention prioritaires:

➔ **Sensibilisation et éducation**

- Travailler en partenariat avec des organisations locales actives dans le secteur de la pêche artisanale telles que le REFEPAS, l'ADEPA, le REPAO ou encore la FENAGIE, afin de sensibiliser les femmes de la pêche artisanale sur des sujets comme le droit d'accès aux ressources et aux marchés, le droit à la participation à la prise de décision, le droit au travail ou encore les avantages de la reconnaissance légale de leurs métiers.

- Travailler en partenariat avec des organisations locales actives dans le secteur de la pêche artisanale telles que le REFEPAS, l'ADEPA, le REPAO ou encore la FENAGIE, pour renforcer les connaissances des femmes sur l'écosystème biologique et économique dans lequel elles évoluent et des enjeux auxquels elles font face. Ces formations ont pour objectif de faire comprendre à ces femmes l'écosystème marin et d'aborder des sujets tels que le repos biologique, les conséquences de la surpêche ou encore les risques liés aux mauvaises pratiques de pêche. Il s'agit également de permettre aux femmes de mieux comprendre l'environnement économique dans lequel elles exercent leurs activités et notamment d'identifier les acteurs clés opérant dans le secteur de la PA et de mettre en lumière l'impact des activités de ces différents acteurs sur le milieu marin, l'état de la ressource et les prix d'approvisionnement en poisson.

- Travailler en partenariat avec des organisations locales actives dans le secteur de la pêche artisanale telles que le REFEPAS, l'ADEPA, le REPAO ou encore la FENAGIE pour renforcer les capacités économiques des femmes notamment à travers la mise en place de programmes d'alphabétisation fonctionnelle afin de leur permettre de gérer efficacement leurs activités de pêche, de vente et de transformation. L'alphabétisation fonctionnelle est un moyen pour les femmes d'utiliser la lecture, l'écriture et le calcul pour développer leurs activités économiques du quotidien. Notre étude ayant fait ressortir un faible taux d'alphabétisation des femmes interrogées, les programmes d'alphabétisation fonctionnelle peuvent constituer un bon moyen pour fournir aux femmes des connaissances de base pour une meilleure gestion de leurs activités génératrices de revenus, notamment à travers des formations pratiques portant sur la gestion financière ou encore la tenue des registres.

Résumé exécutif (4/6)

A partir des résultats de cette étude, nous proposons des recommandations stratégiques destinées à Greenpeace et au REFEPAS afin de poursuivre le travail de plaidoyer en faveur des droits des femmes du secteur de la pêche artisanale. Les recommandations ciblent quatre domaines d'intervention prioritaires:

➔ **Accès aux ressources et financement**

- Plaider en faveur de politiques visant à garantir un accès équitable aux ressources halieutiques pour les femmes de la PA. Dans un contexte de raréfaction accrue de la ressource halieutique, une gestion durable et équitable des ressources est indispensable pour préserver les activités des femmes de la PA. Un plaidoyer doit être mené auprès des autorités publiques sénégalaises afin que ces dernières prennent des mesures pour garantir l'accès aux ressources aux femmes. Ces mesures peuvent se matérialiser par la mise en place de quotas de pêche en faveur des femmes, la limitation de l'octroi de licences de pêche aux opérateurs étrangers, un meilleur accès au financement pour que les femmes puissent se procurer la ressource plus aisément ou encore la limitation du nombre d'usines de transformation de poisson sur le territoire sénégalais.

- Travailler en partenariat avec les institutions financières locales (banques, coopératives de crédit, institutions de microfinance), les agences gouvernementales (Ministère de la Pêche et de l'Économie Maritime), les associations et réseaux locaux des femmes de la pêche (REFEPAS) afin de favoriser l'accès aux services financiers et au microcrédit pour les femmes de la PA. Notre étude a fait ressortir que la cherté des ressources est perçue par les femmes de la PA comme l'une des difficultés majeures dans l'exercice de leurs activités. Faute de moyen financier suffisant, les femmes accèdent difficilement aux ressources halieutiques et voient leurs revenus diminuer. Il est ainsi nécessaire de favoriser l'accès au financement notamment à travers l'octroi de microcrédit remboursable à court terme par exemple. Les structures telles que le REFEPAS peuvent jouer un rôle important ici en aidant à identifier les besoins spécifiques de leurs membres et en plaidant en leur faveur d'un meilleur accès au financement.

- Soutenir la mise en place de coopératives de femmes de la PA visant à améliorer la qualité de leurs produits et à établir des stratégies communes pour accéder à de nouveaux marchés. Le constat est qu'il n'existe aujourd'hui aucune formalisation du processus de commercialisation ni même de véritable stratégie de vente des produits des femmes de la PA rendant ainsi l'accès à de nouveaux marchés plus difficiles pour ces dernières. Dans ce contexte, il faut inciter les femmes à se regrouper et à constituer des coopératives afin de mutualiser leurs moyens. L'Etat peut intervenir ici en appuyant par exemple la participation des femmes aux foires et salons visant à promouvoir les produits issus de la transformation artisanale.

Résumé exécutif (5/6)

A partir des résultats de cette étude, nous proposons des recommandations stratégiques destinées à Greenpeace et au REFEPAS afin de poursuivre le travail de plaidoyer en faveur des droits des femmes du secteur de la pêche artisanale. Les recommandations ciblent quatre domaines d'intervention prioritaires:

➔ **Conditions de travail et sécurité**

- Plaider pour l'amélioration des conditions de travail des femmes de la PA et notamment pour la mise en place d'installations sanitaires adaptées que ce soit sur les sites de transformation ou les quais de pêche. L'étude a fait ressortir le besoin d'améliorer les infrastructures de base sur les lieux de travail des femmes de la PA (éclairage, hygiène, salubrité…). Ce plaidoyer doit être porté auprès des autorités publiques compétentes du Sénégal et le travail doit se faire en synergie avec les partenaires techniques et financiers actifs dans le secteur de la PA au Sénégal , tels que USAID, FAO ou encore JICA, susceptibles de mettre en place des programmes destinés à améliorer les conditions de travail des femmes.

- Plaider auprès des autorités publiques compétentes pour l'amélioration des conditions de travail et de sécurité en mer pour les femmes pêcheuses, notamment en garantissant l'accès à des gilets de sauvetage, des dispositifs de communication et une formation adéquate. En effet, l'étude a fait ressortir que les pêcheuses mettent parfois en péril leur sécurité pour exercer leurs activités, plusieurs d'entre elles ayant évoqué des risques de noyades et de blessures.

➔ **Participation et représentation**

- Soutenir et promouvoir la participation des femmes dans les comités de gestion des ressources halieutiques, notamment les Conseils Locaux de Pêche Artisanale (CLPA) et les organisations de pêche locales (groupements, fédérations, associations…)

- Plaider pour l'intégration de la perspective de genre dans les politiques, les projets de développement et les décisions liées à la pêche artisanale.

Résumé exécutif (6/6)

A partir des résultats de cette étude, nous proposons des recommandations stratégiques destinées à Greenpeace et au REFEPAS afin de poursuivre le travail de plaidoyer en faveur des droits des femmes du secteur de la pêche artisanale. Les recommandations ciblent quatre domaines d'intervention prioritaires:

➔ **Sensibilisation et plaidoyer**

- Collaborer avec des organisations locales actives dans le secteur de la pêche artisanale telles que le REFEPAS pour mettre en lumière les parcours de vie et les défis des femmes de la pêche artisanale au Sénégal, notamment à travers des campagnes médiatiques sur les réseaux sociaux et des campagnes de sensibilisation en partenariat avec la presse locale. Ces campagnes visent à toucher l'opinion publique et à alerter les autorités publiques compétentes sur la nécessité d'agir en faveur de meilleures conditions de travail pour les femmes de la PA.

- Poursuivre le plaidoyer en faveur de la protection des droits des femmes transformatrices et pêcheuses notamment pour la reconnaissance d'un statut professionnel. Ce plaidoyer doit être mené auprès des autorités publiques compétentes du Sénégal dans le but d'accélérer l'adoption d'un texte juridique réglementant les activités des femmes pêcheuses et transformatrices.

IDinsight

www.IDinsight.org

@IDinsight